

**Allocution d'ouverture de la Présidente du Conseil économique et social,  
S.E.M<sup>me</sup>**

La question de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes est aujourd'hui plus actuelle que jamais, alors qu'il ne nous reste que cinq ans avant l'échéance de 2015 fixée pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Et de fait, la réalisation de cet objectif n° 3 est une condition sine qua non à remplir si nous voulons réaliser les autres objectifs dans les délais fixés. Les objectifs du Millénaire qui ont trait à la santé revêtent de même un caractère central. Sur les huit objectifs, trois concernent des questions sanitaires. C'est donc sur deux des plus importantes dimensions des objectifs du Millénaire pour le développement, à savoir les femmes et la santé, que nous aurons à délibérer ici.

Mesdames et Messieurs,

Comme vous le savez, l'Examen ministériel annuel de 2009 était consacré aux objectifs et engagements au niveau mondial en matière de santé publique. Permettez-moi de relever quelques-uns des points forts et des messages issus des discussions au cours du processus préparatoire 7907 (a)3.4(t)en mini

Premièrement, les objectifs du Millénaire pour le développement ne pourront être atteints que dans le cadre de politiques de développement intégrées. C'est pourquoi les objectifs d'égalité des sexes et d'amélioration de la santé publique devraient se trouver au cœur de toutes les politiques. Pour améliorer la santé des femmes, il faut renforcer la coordination des politiques dans plusieurs domaines, et établir un lien étroit entre les politiques de santé publique et les autres politiques sociales et économiques. Un des messages essentiels du Conseil à cet égard était que « la santé doit être présente dans toutes les politiques ».

Deuxièmement, en ces temps de crises multiples, tout doit être fait pour maintenir, voire augmenter les dépenses sociales. En effet, les réductions de ces dépenses ont un impact négatif sur les soins de santé et la qualité des services sanitaires. Or les femmes et les filles subissent de façon disproportionnée les effets des coupures pratiquées dans les services sanitaires et dans les autres services sociaux. Ces coupures réduisent leur niveau de santé, d'éducation et de nutrition, et entraînent des conséquences encore plus graves pour les générations suivantes. Il est donc critique de préserver les dépenses de santé, en particulier pour les catégories les plus vulnérables de la population, si l'on veut assurer à tous un accès équitable aux services sanitaires.

Troisièmement, il faut élargir et renforcer les partenariats qui permettent d'unir les efforts de tous face aux problèmes de développement. La coopération internationale est indispensable pour lutter contre les épidémies et réagir contre des menaces émergentes ou imprévues. Les échanges de bonnes pratiques sont extrêmement utiles dans des domaines comme le renforcement des systèmes de

santé, l'accès aux médicaments, la formation du personnel médical, les transferts de technologie et la production de médicaments sûrs, efficaces et bon marché.

Au niveau national, il importe de prendre en compte le rôle important que jouent le monde associatif et la société civile, à la fois comme prestataires de services et comme champions des bonnes causes, et d'intégrer pleinement les ressources et les services qu'ils offrent dans les plans et dispositifs nationaux de développement. Parmi les autres formes de partenariat utiles, je citerai les alliances d'entreprises au service d'une cause, les partenariats public-privé, les partenariats à multiples parties prenantes, les mécanismes de financement novateurs, les alliances pour la recherche et le dével

de la santé publique; les ressources humaines; l'amélioration de l'équipement et de l'infrastructure sanitaires; l'acquisition et la distribution des médicaments et vaccins; le soutien nutritionnel; et les systèmes d'information.

Enfin, il sera impossible d'améliorer la santé publique si l'on ne peut compter sur des personnels formés et compétents. La grave pénurie de personnels sanitaires qualifiés en Afrique compromet le fonctionnement des systèmes de



déboucher sur l'Examen ministériel annuel et pourront faire une différence dans la vie de millions de femmes d'Afrique.